

Le référendum sur le Traité constitutionnel de l'UE en France

La naissance du Traité constitutionnel

Le Traité constitutionnel de l'UE est considéré comme l'aboutissement d'une série de réformes institutionnelles de plusieurs décennies qui s'avérèrent indispensables à la formation et à l'organisation de la nouvelle Europe élargie à 25 pays membres. Les réformes institutionnelles de l'UE se cristallisent essentiellement sur deux questions : l'efficacité décisionnelle et la légitimité démocratique. Il en a déjà résulté des réformes débouchant sur des changements importants : création du Conseil européen en 1974, élection du Parlement européen au suffrage universel direct en 1979, entrée en vigueur de l'Acte unique européen en 1987 et du Traité sur l'Union européenne en 1993. Les négociations des Traités d'Amsterdam (en 1997) et de Nice (en 2000) ont montré combien la question institutionnelle est devenue un enjeu majeur dans la perspective d'un nouvel élargissement à l'Est et au Sud¹. Les négociateurs de ces deux traités mentionnés ont essayé de doter l'Union d'institutions efficaces et légitimes en introduisant des réformes sur la composition de la Commission, sur l'extension du vote à la majorité qualifiée, sur la pondération des voix au sein du Conseil et sur les coopérations renforcées. Pour réussir l'élargissement historique, la continuation du processus constitutionnel est devenu indispensable. La Déclaration de Laeken de décembre 2001 par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne a prévu la convocation d'une Convention au printemps 2002 pour l'élaboration d'un projet constitutionnel pour une Union élargie.

Le texte du projet de Constitution a été élaboré entre mars 2002 et juin 2003 et adopté par consensus au niveau d'une Convention rassemblant les parlementaires et les délégués des gouvernements des 25 pays concernés. Ce projet de Constitution a fait l'objet d'âpres négociations lors de la Conférence intergouvernementale (CIG) lancée le 4 octobre 2003 à Rome.

Les questions épineuses soulevées lors des débats de la CIG de 2003

Le clivage le plus profond était celui qui opposait d'une part les six pays fondateurs plus la Grande Bretagne soucieux de s'en tenir le plus près possible au texte, et de l'autre, le reste des États membres – dont les futurs membres menés

¹ DOUTRIAUX, Yves – LEQUESNE, Christian, *Les institutions de l'Union européenne*, Paris, La Documentation française, 2001, p. 17.

par l'Espagne et aussi par la Pologne – qui exigeait une véritable révision du projet constitutionnel. Le principe de la double majorité (seuil de 50% des États et 60% de la population) à appliquer au cours des prises de décision du Conseil a été contesté par ces deux pays mentionnés, qui le considéraient comme défavorable par rapport à la pondération des voix stipulée par le Traité de Nice qui leur a attribué presque autant de nombre de voix (27) qu'aux 5 plus grands (29).

Le projet de Constitution n'a pas en fin de compte été approuvé lors du Conseil européen de décembre 2003 à Rome. L'échec s'explique essentiellement par les différends déjà mentionnés, dont le plus important était celui qui se manifestaient au sujet du principe de la double majorité. Dans leur déclaration de décembre 2003 les chefs d'État et de gouvernement ont demandé à la nouvelle présidence irlandaise de trouver des compromis pour la continuation des négociations au printemps 2004. Grâce aux efforts de la présidence irlandaise le texte du projet constitutionnel a enfin été adopté le 18 juin 2004 par les 25 chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles.

Le texte adopté est conforme à 90% à celui du projet de Constitution élaboré par la Convention. Au lieu du terme Constitution on préfère utiliser celui de « traité constitutionnel » en indiquant que l'Union n'est pas une fédération mais plutôt une intégration où les États-membres gardent une partie importante de leur souveraineté. Cela n'empêche pas pour autant les avancées en vue du renforcement de l'aspect fédératif de l'Union.

Ces avancées institutionnelles seront développées par la suite :

Personnalité juridique de l'Union européenne

L'Union est dotée d'une personnalité juridique et la voie est désormais ouverte à la fusion des différents traités. L'attribution d'une personnalité juridique est essentielle car elle conditionne la possibilité d'aller en justice, de posséder des biens ou de signer des traités. Avec la fusion des traités on a établi une personnalité juridique unique. On a effacé ainsi la structure dite « en pilier » en unifiant les différentes procédures appliquées dans les trois piliers.

Présidence du Conseil

L'Europe unifiée sera dotée pour la première fois d'un président du Conseil européen. Le Conseil aura donc un président permanent élu par le Conseil européen à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demi, dont le mandat est renouvelable une fois. Le président sera secondé par un vice-président, ministre des affaires étrangères remplaçant à la fois le commissaire aux affaires extérieures et le haut représentant à la politique étrangère commune actuels. C'est lui qui présidera en permanence le Conseil des ministres des affaires étrangères alors

que la présidence des autres formations sera assumée par des « équipes de présidence » pour une durée d'un an (au lieu de six mois) dont la rotation sera réglémentée par le Conseil européen, tenant compte des « équilibres politiques et géographiques européens et de la diversité des États membres »². Les différentes formations du Conseil ne sont pas mentionnées à l'exception du Conseil législatif et des affaires générales. Cette formation comporte une distinction de fonctionnalité. Il est précisé que lorsque le Conseil siège en formation législative en public, il sera l'enceinte d'adoption et de discussion de toute proposition législative. Lorsque le Conseil siège en formation de Conseil des affaires générales il aura la tâche d'une coordination d'ensemble et la préparation des travaux du Conseil européen. Les formations sectorielles ne disparaissent pas mais se concentrent sur leur fonction de coordination et exécutive³.

Vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil

En lieu et place d'une pondération des voix – système modifié à Nice – cette majorité qualifiée est acquise si au moins 55% des États membres (au moins 15 États) s'accorde sur une question et si ces derniers représentent au moins 65% de la population européenne. La minorité de blocage devra être atteinte par le vote négatif d'au moins quatre pays, cela afin d'éviter que les trois plus grands ne disposent *de facto* d'un veto. La majorité qualifiée gagne du terrain mais l'essentiel des compétences politiques – politique de défense, politique étrangère, coopération judiciaire en matière pénale (lutte contre la criminalité et le terrorisme), politique sociale et politique fiscale – ne fera pas partie des thèmes relevant de la double majorité, ils seront régis par un système de décision intergouvernemental. Le traité constitutionnel repousse à 2009 l'entrée en vigueur de nouvelles règles sur la majorité qualifiée ainsi que celles de la présidence.

La Commission européenne

Meilleure définition du rôle de la Commission et fixation de sa composition à un nombre de commissaires égal aux deux tiers du nombre d'État membres (sauf si le Conseil européen n'en décide autrement). Le texte prévoit une rotation égalitaire des commissaires dont les modalités seront organisées par le Conseil européen. Cette disposition n'entrera en vigueur qu'à partir de 2014, jusqu'à cette date on maintiendra le système d'un commissaire par État.

² PONCINS, Étienne de, (présentation, commentaires), *Vers une Constitution européenne*, Paris, Éditions 10/18, 2003, p. 148.

³ *Ibid.*, p. 147.

Conformément aux dispositions du texte, le Président de la Commission sera élu par le Parlement européen à la majorité de ses membres sur proposition du Conseil européen et ce dernier votera sur la personne à la majorité qualifiée en tenant compte du résultat des élections européennes, ce qui accroîtera la légitimité de cette fonction supranationale.

Les pouvoirs du Président de la Commission seront renforcés dans le choix des commissaires et l'organisation de la Commission⁴. Le Ministre des affaires étrangères de l'Union qui est un des vice-présidents de la Commission sera nommé avec l'accord du président de la Commission par le Conseil européen statuant à la majorité qualifiée.

Le Parlement

Le Parlement n'a subi que des modifications très limitées. Le nombre de ses membres ne dépassera pas 750. La représentation des citoyens européens est assurée de façon « dégressivement proportionnelle » avec la fixation d'un seuil minimum de 6 députés par État membre. Le texte renforce les pouvoirs du Parlement qui codécidera la plupart des lois européennes avec le Conseil des ministres, mais il perd par ailleurs l'essentiel de ses prérogatives budgétaires, qu'il s'agisse des ressources propres ou du cadre financier pluriannuel.

En dehors de la pratique de la démocratie représentative le texte établit le principe de la démocratie participative, c'est-à-dire la participation de la société civile à la prise de décision commune. Un référendum d'initiative populaire – subordonné à 1 million de signatures – est prévu par le Traité constitutionnel qui oblige la Commission européenne à soumettre une proposition de loi.

On a considéré comme une grande « percée » démocratique le fait que la Charte des droits fondamentaux – proclamée lors du Conseil européen de Nice en décembre 2000 – a été intégrée dans le texte du Traité constitutionnel ainsi que l'engagement de l'Union à adhérer à la Convention des Droits de l'Homme. La Charte qui énumère les droits du citoyen en matière de libertés et justice s'applique désormais au droit communautaire.

La Cour de Justice

La Cour est l'une des institutions européennes qui avec le Parlement voit ses pouvoirs et prérogatives les plus élargies. La suppression des piliers et plus particulièrement du troisième pilier consacré au domaine de justice permet d'étendre sensiblement son contrôle juridictionnel (la PESC échappe à sa juridiction). On a

⁴ *Ibid.*, p. 166–167.

reconnu explicitement la primauté du droit de l'Union sur celui des États membres dont le garant est la Cour de justice.

Les actes juridiques de l'Union européenne

Le Traité constitutionnel a beaucoup simplifié les actes juridiques de l'Union ; en ramenant le nombre des actes juridiques de 15 à 6, il a introduit une nette distinction entre ceux qui relèvent du domaine législatif – la loi européenne et la loi-cadre européenne – et les autres qui sont des actes non législatifs comme règlements, décisions, recommandations et avis⁵.

L'introduction d'une clause de retrait ou de sortie volontaire de l'Union est une innovation institutionnelle majeure qui rend possible pour un État membre de se retirer de l'Union conformément aux règles constitutionnelles définies. En cas de non respect des valeurs fondamentales de l'Union les droits d'appartenance à l'Union peuvent être suspendus.

Procédure de ratification du Traité

Le Traité constitutionnel devra être ratifié par tous les 25 États membres de l'UE pour qu'il entre en vigueur en novembre 2006. Cette ratification a déjà été ou sera effectuée selon les États membres, soit par voie de vote parlementaire : Lituanie, Hongrie (2004), Slovénie, Italie, Grèce, Slovaquie, Espagne, Belgique, Autriche, Allemagne, Chypre, Lettonie, Malte, Estonie, Suède (2005), Finlande (2006) soit par voie de référendum populaire : France, Pays-Bas, Luxembourg, Pologne, Danemark, Portugal (2005), Irlande, Grande-Bretagne, République Tchèque.

Une clause prévoit le cas où quatre cinquièmes des États membres ont déjà ratifié le traité et qu'une petite minorité d'États membres éprouverait des difficultés à le ratifier, empêchant ainsi une large majorité d'adopter la Constitution, c'est Conseil européen qui se saisira de la question en vue de dégager une solution politique.

Les enjeux de la ratification française et les arguments du « oui » et du « non »

En France on a souvent comparé les enjeux de ce référendum à ceux du référendum organisé sur le Traité de Maastricht en 1992. L'enjeu du référendum de 2005 n'était pourtant pas le même que celui de 1992 qui touchait à l'essentiel avec la création de l'euro et qui a provoqué une véritable controverse entre pro-européens et défenseurs de la souveraineté nationale en opposant les partisans

⁵ *Ibid.*, p. 185–187.

et adversaires de l'approfondissement de l'UE. Le référendum sur le Traité constitutionnel portait sur l'organisation de l'Europe et le clivage n'était plus entre la gauche et la droite mais à l'intérieur de ces deux familles politiques⁶.

La majorité parlementaire centre-droite (UMP), ainsi que l'opposition centre-gauche dont la majorité du Parti socialiste et les Vert étaient favorables à la ratification du texte en considérant que grâce aux nouveaux postes du président et du ministre des affaires étrangères prévus par le texte, l'importance internationale de l'UE allait augmenter. Ils estimaient que la prise de décision deviendrait plus démocratique par l'élargissement des compétences du Parlement dans la procédure législative et que l'intégration de la Charte des droits fondamentaux dans le Traité allait élargir la dimension sociale de l'Union.

À la différence du référendum sur la Traité de Maastricht, le Parti socialiste était très divisé dans la question de la ratification. L'ancien premier ministre socialiste, Laurent Fabius, l'ancien premier secrétaire du parti, Henri Emmanuelli, et Jean-Luc Mélenchon, sénateur et membre du bureau national du PS ont commencé à mener une campagne en faveur du rejet du projet constitutionnel. La direction du parti socialiste a organisé un référendum interne au sein du parti le 1^{er} décembre 2004 et la majorité des partisans socialistes a voté en faveur du « oui », alors que les arguments « des rebelles » – qui se considéraient pro-européens – ont réussi à convaincre 40% de leurs camarades⁷. Les adversaires socialistes du projet constitutionnel ont avancé plusieurs arguments en faveur du « non ». Ils affirmaient qu'en acceptant le texte, on allait « renoncer à une Europe puissance au profit d'une Europe diluée et finalement affaiblie » et qu'au lieu d'une Europe plus sociale le texte allait créer une Europe trop libérale qui manquerait de solidarité⁸. Laurent Fabius a contesté l'orientation de la politique économique de l'UE, surtout la gestion de l'euro en considérant que la Banque Centrale Européenne restait inerte devant la surévaluation de l'euro, ruineuse pour l'économie française. La campagne du « non » s'est nourrie de la crainte des délocalisations et des directives européennes néolibérales comme la directive dite Bolkstein qui prévoyait que les règles sociales et les normes de protection des consommateurs seraient désormais celles du pays d'origine et non plus celle du pays où on travaillait. Selon l'ancien premier ministre, si on approuve cette directive on favorisera le dumping social et on réduira la sécurité des consommateurs en menaçant les services publics français. Fabius et les partisans du « non » comptaient aussi sur le leader paysan populiste, José Bové qui apparaît dans la campagne comme le meneur des agriculteurs mécontents de la politique agri-

⁶ BAZIN, F. – ASKOLOVITZ, C., « Gauche, un non sans conviction », *Le Nouvel Observateur*, 10–16 mars 2005, p. 29.

⁷ BAZIN, F., « Non, je ne regrette rien ... », *Le Nouvel Observateur*, 20–26 janvier 2005, p. 23.

⁸ *Ibid.*, p. 23.

cole de Bruxelles⁹. Les partisans de « oui » du Parti socialiste ont accusé Fabius et les autres adversaires du Traité de vouloir déstabiliser le PS et son premier secrétaire, François Hollande. Derrière le référendum certains voyaient se profiler les ambitions de l'ancien premier ministre pour les présidentielles de 2007.

Les principaux représentants de la droite du rejet du Traité constitutionnel étaient l'extrême-droite (Front National) et les souverainistes du Mouvement pour la France dirigés par Philippe de Villiers. Son argumentation populiste était basée sur la menace que la France allait perdre sa souveraineté, que les règles de l'Europe prédomineraient sur les lois françaises et qu'un régime soviétoforme a remplacé l'Europe des pères fondateurs et que le politbureau de la Commission a imposé ses « oukases ». Le texte constitutionnel élargira d'ailleurs davantage les compétences de la Commission¹⁰. Il a utilisé dans son argumentation la menace de la concurrence de la main d'œuvre bon marché des pays récemment adhérents ainsi que la vision d'horreur de la future adhésion de la Turquie, profitant de l'angoisse de la population d'intégrer une Turquie musulmane de plus de 70 millions d'habitants. Durant la campagne, les partisans du « non » de droite ont donné une image noire des nouveaux pays membres d'Europe centrale, « le plombier polonais » est devenu le symbole honni des pays ex-communistes accusés de dumping social, soupçonnés de casser les prix et d'attirer grâce à leurs bas salaires des entreprises candidates à la délocalisation¹¹.

L'extrême-gauche communiste (PC) et trotskiste se prononçaient aussi pour le rejet du texte constitutionnel en affirmant qu'il donnerait plus de chance à « l'expansion du capitalisme », et n'assurerait pas la protection des emplois des travailleurs français.

Le « non » des adversaires du Traité constitutionnel était fortement motivé par la volonté de sanctionner leur gouvernement actuel dont le bilan économique et social a été jugé très négativement. L'impopularité du gouvernement Raffarin s'expliquait par les problèmes aggravés sur les plan de l'emploi (taux de chômage s'élevant à 10%), du pouvoir d'achat, du logement, de la santé et des services publics. En votant contre le Traité, ces électeurs voulaient rejeter le pouvoir en place en exprimant ainsi leur mécontentement avec la situation économique et sociale, considérant que les dirigeants du pays ne représentaient pas efficacement les intérêts de la France contre un libéralisme économique excessif représenté par Bruxelles. Le « non » au Traité est considéré comme un vote contestataire, un refus de la politique du gouvernement de centre-droite, partisan de l'acceptation du texte.

⁹ BAZIN, F. – ASKOLOVITZ, C., *Art. cit.*, p. 28.

¹⁰ *Ibid.*, p. 31.

¹¹ TESTAULT, J-L., « Le non français vise aussi l'élargissement de l'Union », in *Dernières Nouvelles d'Alsace* (DNA) 1^{er} juin 2005, p. 7.

Le référendum du 29 mai, les causes et les conséquences de la victoire du « non »

Les résultats des sondages d'opinion ont déjà pronostiqué pour la première fois au mois de mars la victoire du « non » et cette tendance n'a pas changé durablement jusqu'au référendum. Lors du référendum du 29 mai – avec un taux de participation élevé (70%) – 55% des électeurs français ont rejeté le Traité constitutionnel ce qui a provoqué un séisme dans la vie politique française et internationale.

La victoire du « non » était due essentiellement au vote sanction des agriculteurs, des ouvriers, des commerçants, des fonctionnaires et des jeunes motivés par leurs préoccupations du chômage, de la globalisation, de la concurrence économique de l'Europe-centrale, de l'arrivée massive d'une main d'œuvre étrangère sur le marché du travail français et de l'adhésion prévue de la Turquie. Les salariés s'opposaient très majoritairement à la ratification à hauteur de 62% (TNS-Sofrès), dont les ouvriers (71%), les employés (66%). 70% des agriculteurs ont voté aussi « non », confirmant leur hostilité à la politique agricole de l'UE. Le « non » s'imposait plus largement auprès des Français âgés de 40 à 54 ans (63%). À la différence du référendum sur le Traité de Maastricht, les jeunes ont cette fois voté clairement dans le camp des adversaires de la Constitution, 62% des 18–29 ans qui ont participé au scrutin ont voté « non » selon CSA¹². On pouvait observer que près de la totalité des sympathisants du PC ou du FN ont voté contre la Constitution (respectivement 94% et 95%) : Par ailleurs une large majorité des proches du PS (61%) et des Verts (61%) se sont également prononcés contre la Constitution et seul un quart des partisans de l'UMP/UDF les ont suivis (25%)¹³. Les électeurs du « non » ont cité comme raison le fait qu'à leurs yeux, la Constitution aurait des conséquences négatives sur l'emploi en France (31%) dont la situation économique en termes de chômage est déjà jugé comme trop mauvais (26%). L'opposition aux dirigeants politiques français est citée par 18% des partisans du « non » (21% auprès des plus de 40 ans)¹⁴.

Avec le rejet du texte, les Français voulaient aussi sanctionner leur gouvernement impopulaire. Deux jours après le référendum, le chef du gouvernement, Jean-Pierre Raffarin a présenté sa démission au chef de l'État. Le président Chirac a été désavoué lui aussi par ce vote sanction dont la position nationale et internationale a été affaiblie par le résultat du référendum. Chirac espérait qu'avec la proposition du référendum il pourrait établir un consensus national autour du

¹² « La Constitution européenne. Sondage post-référendum en France », in *Flash Eurobaromètre 171 TNS Sofres c/o EOS Gallup Europe*, juin 2005, p. 30, et DNA, 31 mai 2005, p. 3.

¹³ *Ibid.*, p. 13.

¹⁴ *Ibid.*, p. 17.

« oui », soutenu aussi bien par l'UMP que par le PS, en consolidant sa position politique par une consultation populaire. Il fut dé trompé dans ses espoirs. Après avoir confié le mandat de premier ministre à un de ses fidèles, Dominique de Villepin, il n'a pas réussi à empêcher l'entrée au gouvernement de son grand rival, Nicolas Sarkozy qui deviendra le numéro deux de l'équipe ministériel, tout en gardant la direction du parti gouvernemental. La position du chef de l'UMP n'a pas été ébranlée par la victoire du « non », parce que trois-quarts des électeurs du parti gouvernemental ont voté pour le « oui ». Ce n'était pas le cas des proches du PS dont 61% ont voté pour le « non », ce qui a abouti à la déstabilisation du premier secrétaire du parti socialiste et à l'exclusion de Laurent Fabius du Bureau national du PS.

Selon les résultats du sondage poste-référendum cité, malgré la victoire du « non », les Français ont confirmé leur attachement à l'UE, 88% des répondants estimaient que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose : cet avantage est reconnu non seulement des partisans de « oui » (99%) mais dans une très large mesure par les partisans du « non » (89%). En outre, trois-quarts des répondants déclaraient que la Constitution européenne était indispensable à la poursuite de la construction européenne (75%). La majorité des Français pensait que la victoire du « non » permettrait une renégociation de la Constitution pour arriver à un texte qui serait plus social (62%) et qui défendrait mieux les intérêts de la France (59%)¹⁵. C'est l'opinion des pro-européens socialistes qui ont voté contre le texte actuel de la Constitution en exigeant un autre traité moins libéral, plus démocratique et plus social. En refusant les dispositions jugées excessivement libérales du traité ils veulent des marchés encadrés par des normes sociales et environnementales plus efficaces. Ils considèrent que la nouvelle course aux élections présidentielles en France exercera une forte pression favorable à la renégociation et que les Français jugeront les projets des présidentiables sur leur volonté et leur capacité à obtenir un meilleur traité européen¹⁶.

Le vote négatif en France eut des répercussions dans la coopération traditionnelle franco-allemande qui fut toujours le moteur de l'intégration européenne, ces deux pays étant partisans de l'élargissement et de l'approfondissement de l'UE. Le couple franco-allemand ne sera pas désormais tout-puissant dans la nouvelle UE élargie. (Les deux chambres du parlement allemand ont voté le Traité constitutionnel quelques jours avant le référendum français). La France étant mise en retrait de l'Union, la tentation sera grande pour une Allemagne – où la droite revient aux affaires au sein d'une grande coalition – de tourner ses regards vers Londres et Washington. Un des bénéficiaires du « non » français fut le premier ministre britannique qui pût ainsi reporter son référendum sur le Traité – prévu

¹⁵ *Ibid.*, p. 31.

¹⁶ GÉNÉREUX, Jacques, *Sens et conséquences du « non » français*, Paris, Seuil, 2005, p. 40–41.

pour le printemps 2006 – à une date indéterminée et profiter de l'affaiblissement des relations franco-allemandes en resserrant les liens avec Berlin¹⁷. Les conséquences du vote des Français pourraient être favorable aussi pour la diplomatie des États-Unis qui espérait que les nouveaux États-membres de l'Europe centrale et orientale ressentiraient plus de sympathie pour eux – qui les avait coalisés contre l'Irak – que pour une France qui ne s'avérait pas fiable. Le résultat négatif du référendum français risquait ainsi de réduire l'influence de la France dans ces nouveaux pays de l'UE qui se souvenaient bien des remontrances publiques de Chirac à propos de leur soutien aux États-Unis à la guerre en Irak. Le « non » français a beaucoup encouragé les adversaires hollandais du traité constitutionnel : trois jours après, les Pays-Bas ont rejeté aussi le projet. Le vote négatif s'expliquait – comme en France – par la défiance des électeurs face à une classe politique à laquelle ils ne faisaient plus confiance. La population néerlandaise a exprimé son mécontentement face à la hausse des prix attribuée à l'euro dans un pays qui est le plus gros contributeur net au budget européen. Le vote négatif a été également motivé par la peur de la Turquie et de l'immigration¹⁸. Le « non » français et hollandais a provoqué une stupéfaction générale parmi les dirigeants des institutions européennes. Le président en exercice de l'UE, le président de la Commission et le président du Parlement ont fait une déclaration commune sur la nécessité de la poursuite du processus de ratification. Même si de nombreux responsables politiques jugeaient que la Constitution est désormais « mortellement blessée », les dirigeants européens espéraient trouver une solution commune au sommet de Bruxelles des 16–17 juin. Ils devaient se tromper dans leurs attentes. Au lieu de démontrer l'unité de l'Union avec l'acceptation du budget pour la période de 2007–2013, les chefs d'État et de gouvernements n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur cette question particulièrement importante. Le débat sur le projet de budget a plutôt accentué leur division ce qui a remis en cause l'un des principes fondamentaux de l'intégration européenne, la solidarité. En accordant aux pays membres une période de réflexion d'un an pour la ratification du Traité constitutionnel, le Conseil européen a gelé le processus de ratification. La crainte des Français que la victoire du « non » diminue l'influence de la France au sein des institutions européennes semble-t-elle justifiée par les derniers remaniements effectués par José Manuel Barroso qui a réduit spectaculairement le poids des hauts fonctionnaires français au profit des britanniques et irlandais au niveau des directions générales.

¹⁷ VÁSÁRHELYI, Júlia, « Nem-baj (Francia népszavazás az EU-alkotmányról) », *HVG*, 4 juin 2005, p. 20.

¹⁸ TESTAULT, *Op. cit.*, p. 7.